

# Perspectives

N°22/120 – 13 avril 2022

## ASIE – Le Sri Lanka annonce un défaut sur sa dette extérieure

Après des mois de tensions extrêmes, le Sri Lanka, confronté à une situation économique et sociale explosive, s'est déclaré en défaut de paiement sur sa dette extérieure. Épuisée par les pénuries et les coupures de courant incessantes, la population avait manifesté ces dernières semaines pour demander le départ du président Gotabaya Rajapaksa et du Premier ministre, qui n'est autre que son frère. Résultat, ces manifestations ont été violemment réprimées et le gouvernement a décrété l'état d'urgence et un couvre-feu, afin d'essayer d'empêcher – sans succès – de nouvelles protestations. Tous les réseaux sociaux ont également été suspendus. Les 2 et 3 avril, l'ensemble des ministres et le gouverneur de la Banque centrale ont finalement présenté leur démission, tandis que le président et son frère continuent de s'accrocher au pouvoir.

### Une crise économique sans précédent

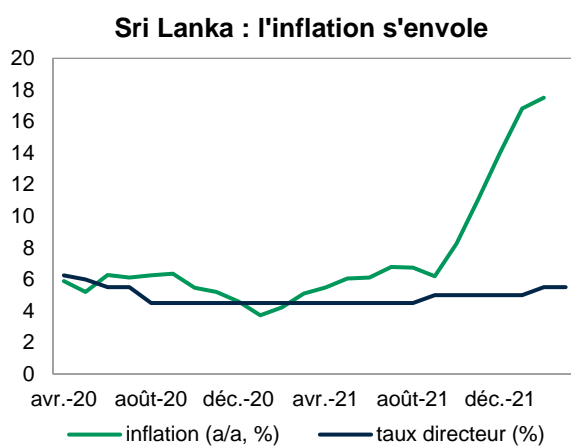
Les attentats d'avril 2019 revendiqués par l'État islamique (258 morts et plus de 500 blessés, parmi lesquels des ressortissants étrangers en vacances) avaient déjà pesé sur l'industrie touristique. La crise du Covid-19 est venue lui porter un coup fatal, alors même que ce secteur représentait environ 15% du PIB en 2018 et la troisième source principale d'entrées de devises après le secteur de la confection et les transferts des travailleurs étrangers (9% du PIB), eux aussi ébranlés par la crise sanitaire en 2020.

Lourdemment endetté à l'extérieur – à hauteur de 51 milliards de dollars – l'État sri-lankais faisait face à des échéances importantes, d'environ 6 milliards de dollars par an jusqu'en 2025, et ce alors même que les réserves de change atteignaient à peine 2 milliards de dollars fin février, soit à peine deux mois d'importations. Les mesures prises pour calmer le mécontentement social, comme la suppression de la TVA, n'ont fait qu'accentuer le risque de défaut en privant l'État de recettes, sans pour autant améliorer la situation économique et sociale. La dette totale du gouvernement a, quant à elle, dépassé les 100% du PIB depuis 2020 (110% en 2021), et le déficit budgétaire atteint 11,3% du PIB.

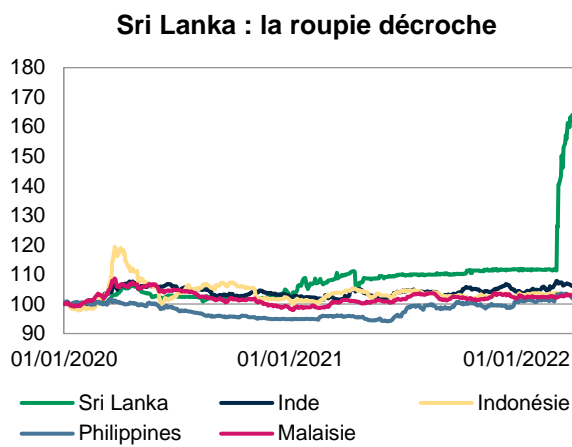
Se sachant acculé, le gouvernement avait entrepris une réduction drastique des importations afin de conserver ses réserves, provoquant des pénuries alimentaires, de médicaments et surtout de gaz et de carburant, au point que l'Inde voisine s'était résolue à ouvrir une ligne de crédit de 500 millions et à acheminer du carburant, afin d'atténuer les coupures de courant.

Cette économie de pénurie était venue alimenter une inflation déjà élevée (6% en moyenne en glissement annuel sur les trois premiers trimestres de 2021), qui frôlait en mars les 19%, dans un contexte international de hausse des prix des matières premières énergétiques et alimentaires. Les importations de pétrole représentaient 18% des importations totales en 2021 et les produits alimentaires 8%. La décision prise en urgence par la banque centrale de procéder à une hausse des taux de 700pb (de 6,5% à 13,5%) n'a pas fait de miracle.

Cette dernière s'est également résolue à laisser le taux de change s'ajuster, pour ne pas dilapider en vain ses réserves de change. La roupie sri-lankaise a ainsi violemment décroché depuis début mars, passant de 200 à plus de 325 roupies pour un dollar américain, soit une dépréciation de plus de 60%, et ce alors même que les autres devises asiatiques demeurent plutôt stables.



Sources : banque centrale, Crédit Agricole S.A/ECO



Sources: Banques Centrales, Crédit Agricole S.A/ECO

## Les négociations autour de la restructuration s'annoncent difficiles

Alors que le président refusait catégoriquement l'aide du FMI – nécessairement conditionnée à un programme budgétaire –, ce dernier s'est résolu à former une équipe d'experts afin d'entamer des négociations avec le Fonds en vue d'une restructuration de la dette. Si le pays espère éviter un défaut total, il a déjà prévenu ses créanciers que la restructuration s'accompagnerait d'une décote sur le capital, et que cette dernière pourrait être importante.

Privé de sa majorité au Parlement, et alors que l'opposition n'est pas non plus réellement structurée, les négociations autour d'un potentiel programme s'annoncent donc difficiles, un accord avec le FMI passant le plus souvent par la présentation d'un budget approuvé par le pouvoir législatif.

En attendant, le gouvernement a invité les membres de la diaspora à apporter leur soutien économique au pays, afin d'importer des biens essentiels comme de la nourriture, des carburants et des médicaments. Pas sûr cependant que cet appel soit entendu, alors que la communauté expatriée se souvient qu'une partie des millions de dollars reçus après le tsunami de décembre 2004, qui avait fait plus de 30 000 morts, avaient été détournés par les dirigeants, dont l'actuel Premier ministre, contraint de les restituer après les avoir transférés sur son compte personnel.

**☑ Notre opinion** – Le Sri Lanka paye actuellement des années de mauvaise gestion budgétaire et de surendettement, accentués par la crise du Covid-19 qui a paralysé l'économie et l'a privé de deux de ses sources de revenus les plus stables en devises – les transferts et le tourisme. Le président Rajapaksa, qui avait placé cinq membres de sa famille dans l'exécutif, aura tenté jusqu'au bout d'éviter le recours au FMI, qui va sans doute pointer du doigt sa gestion économique mais aussi sociale (respect des droits de l'Homme et des minorités). C'est que l'autre option généralement envisagée par les pays émergents en cas de crise – faire appel à la Chine – n'en était pas vraiment une : le Sri Lanka a déjà fait les frais des pratiques commerciales plutôt agressives de Pékin, en voyant le port d'Hambantota cédé pour 99 ans à la China Merchants Port Holdings à la suite de difficultés financières.

Version mise à jour de l'article initial publié le 8 avril 2022 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

## Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
12/04/2022	<u>Hongrie – Le 4x4 de Viktor Orbán</u>	Hongrie
11/04/2022	<u>Espagne – PIB revu à la baisse, selon les prévisions de la Banque d'Espagne</u>	Espagne
11/04/2022	<u>Zone euro – Vulnérabilité à l'approvisionnement en gaz russe : quelles stratégies ?</u>	Union européenne
08/04/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
07/04/2022	<u>Monde – Scénario macro-économique 2022-2023 : un scénario sous haute tension</u>	Monde
06/04/2022	<u>Mozambique – Retour du FMI dans le pays alors qu'un nouveau gisement gazier devrait entrer en service cette année</u>	Mozambique
05/04/2022	<u>Asie du Sud-Est – Le statu quo des banques centrales</u>	Asie
05/04/2022	<u>Fintech Outlook T1 2022 – La fin du plein ?</u>	Banque, fintech
04/04/2022	<u>Espagne – Inflation, la réponse du gouvernement</u>	Espagne
01/04/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
31/03/2022	<u>Inflation – Asie, Amérique latine, le poids de l'histoire et de l'isolement</u>	Asie, Amérique latine
31/03/2022	<u>Ne pas hâter les récits géopolitiques</u>	Monde
30/03/2022	<u>France – Élections 2022 – Dette publique, impôts, dépenses : enjeux et propositions</u>	France
30/03/2022	<u>Asie centrale – La seconde mort de l'URSS</u>	Asie
29/03/2022	<u>Monde – Secteur bancaire : l'exclusion de sept banques russes du système SWIFT, quels effets ?</u>	Banques
29/03/2022	<u>Italie – Le décret énergie pour contrer la hausse des prix du gaz</u>	Italie
29/03/2022	<u>Chine – Où en est l'internationalisation du yuan ?</u>	Asie
28/03/2022	<u>Royaume-Uni – Inflation : nouvelles révisions à la hausse de nos prévisions</u>	Royaume-Uni
25/03/2022	<u>Monde - L'actualité de la semaine</u>	Monde
24/03/2022	<u>Le scénario de stagflation n'est pas inéluctable</u>	Europe
23/03/2022	<u>Corée du Sud – La victoire de Yoon Seok-youl plonge la Corée dans une cohabitation inédite</u>	Asie

### Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

**Directeur de la Publication** : Isabelle Job-Bazille

**Rédacteur en chef** : Armelle Sarda

**Documentation** : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier, Alexis Mayer

**Secrétariat de rédaction** : Véronique Champion

Contact: [publication.eco@credit-agricole-sa.fr](mailto:publication.eco@credit-agricole-sa.fr)

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

**Internet** : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

**iPad** : application **Études ECO** disponible sur App store

**Android** : application **Études ECO** disponible sur Google Play

*Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.*